



Projet « Learning Along Borders for Living Accross Boundaries »

"Apprendre le long des frontières pour vivre au-delà des frontières : soutien aux cantines scolaires et à la nutrition des enfants"

A LA UNE : Signature accord FAO-UNICEF

« Dans cette phase pilote du projet, l'UNICEF mettra à disposition environ 140 millions de Francs CFA pour permettre à la FAO de construire des jardins scolaires. La FAO formera ainsi 65 enseignants et 200 femmes aux techniques de cultures maraichères . »

Abidjan, le 31 août 2010 – Une synergie entre agences des Nations Unies conduira à la création de jardins scolaires dans cinq écoles amies des enfants en construction dans les régions de Tabou et Danané, une innovation qui permettra à plus de 2.500 élèves de bien se nourrir, et ainsi les inciter à rester à l'école.

Le partenariat signé à Abidjan ce mardi entre l'UNICEF et la FAO en Côte d'Ivoire permettra de mettre en commun leurs avantages comparatifs afin de lutter contre la malnutrition des enfants dans le pays et pour encourager la scolarisation. On estime qu'en moyenne un enfant sur trois est malnouris en Côte d'Ivoire. Cette malnutrition est la conséquence d'un manque d'accès à la nourriture, surtout dans les zones rurales, dû au faible pouvoir d'achat des familles et à la pauvreté généralisée.

Dans cette phase pilote du projet, l'UNICEF mettra à disposition environ 140 millions de Francs CFA pour permettre à la FAO de construire des jardins scolaires. La FAO formera ainsi 65 enseignants et 200 femmes aux techniques de cultures maraichères pour que ces derniers puissent créer et entretenir les jardins scolaires qui viendront fournir en aliments les cantines scolaires des écoles choisies. Les cantines scolaires sont reconnues comme un facteur important de scolarisation. De plus, l'approvisionnement en céréales, fruits, légumes et produits d'origine animale – riches en micronutriments – viendra ren-

forcer la santé et le développement des enfants.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet « Learning Along Borders for Living Accross Boundaries » (**LAB4LAB**) où l'UNICEF, en soutien au Ministère de l'Education Nationale, vise à terme la construction de 20 écoles amies des enfants à l'ouest de la Côte d'Ivoire le long de la frontière avec le Libéria et la Guinée. La population de cette zone a été particulièrement touchée par les différents conflits de la région depuis quelques décennies. Cette phase pilote des jardins scolaires se concentre sur cinq écoles à Tabou et Danané, mais son succès certain incitera les deux agences à poursuivre leur collaboration sur l'ensemble des écoles.

« Ce projet constitue le creuset d'une collaboration inter-agence productive et porteuse pour bien d'autres collaborations ce qui nous permettra de nous projeter vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement » a déclaré Maarit Hirvonen, Représentante de l'UNICEF.

Marie Noëlle Koyara, Représentan-

te de la FAO en Côte d'Ivoire a pour sa part déclaré que la signature de ce projet avec l'UNICEF est la parfaite illustration de la bonne collaboration de les deux institutions. « Après les deux conventions dont l'une avec le PNUD pour le projet d'autonomisation des femmes de Korhogo et Ferkessedou-



Maarit Hirvonen et Marie Noëlle KOYARA respectivement Représentante de l'UNICEF et de la FAO

gou, et l'autre pour la lutte contre la pauvreté dans le Bas Sassandra avec l'UNFPA, le PNUD, l'ONUSIDA, ce projet confirme notre volonté et disponibilité à travailler comme une seule agence pour l'amélioration des conditions de vie des populations de nos Etats membres. Il renforce la notion de famille au sein du système des Nations Unies en Côte d'Ivoire » a-t-elle ajouté.

Le PNUD et la FAO s'unissent pour la mise en œuvre du projet de « SOUTIEN A LA NUTRITION ET AUX MOYENS D'EXISTENCE DES MENAGES VULNERABLES ET DES COMMUNAUTES DU NORD DU PAYS PAR LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES INTEGRES D'EDUCATION NUTRITIONNELLE (PIEN) »

Sommaire :

- Signature accord FAO-UNICEF P.1
- FAO-PNUD : Soutien à la nutrition P.1
- JMA 2010 P.2
- Conférence de presse à l'ONU P.2
- Atelier de formation P.3
- Activité du Groupe sectoriel P.4
- Projet de lutte / maladie à Tique P.4
- La FAO et les OMD P.5

Une cérémonie de signature a été observée ce Lundi 20 Septembre 2010 dans les bureaux du PNUD Côte d'Ivoire entre Monsieur André Carvalho Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et Madame Marie-Noëlle Koyara, Représentante de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO).

Ce projet qui vise à soutenir la nutrition et aux moyens d'existence des ménages vulnérables et des communautés du nord du pays par la mise en œuvre de programmes intégrés d'éducation

nutritionnelle (PIEN) sera coordonné par l'Unité de Coordination des Opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation de la FAO en Côte d'Ivoire dont le Coordinateur en charge est M. Luc Genot, assisté de M. ASSOUAN Amon Brice.

D'une durée neuf (9) mois, ce projet a un coût total de financement de **112 261 USD**; le montant demandé auprès du FLT (en USD) est de **84 761 USD** et les autres ressources sont de la FAO Unité d'Urgence et de Réhabilitation sont de **27 500 USD** soit 24 % du coût global du projet. En 2009, la situation

nutritionnelle s'est certes améliorée mais certains indicateurs sont toujours préoccupants. Plusieurs facteurs, tels que la mauvaise saison agricole, le maintien des prix des denrées et des intrants agricoles (engrais) à la hausse, le dysfonctionnement des filières de rente contribueront en 2010 à la fragilisation des moyens d'existence et du statut nutritionnel des ménages vulnérables du nord du pays. Le projet « **Soutien à la nutrition et aux moyens d'existence des ménages vulnérables et des communautés du nord du pays par la mise en œuvre de PIEN** » vise donc à venir en appui à la politique nationale du PNN, dont la prévention pour lutter contre la malnutrition est un axe majeur.



JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION 2010 ... « Unis contre la faim »

Le samedi 16 Octobre 2010, l'Orphelinat de Bingerville a abrité la 30^{ème} édition des journées Mondiales d'Alimentation. De nombreuses structures et associations du monde agricole ont répondu favorablement à l'invitation. Notamment, le MIPARH, l'ANOPACI, l'ANAFICI, la PFACI, l'UNICOVIA, le CNRA, le Lion's Club...



Table des officiels pendant les JMA 2010

Débutée à 09h30, la cérémonie a pris fin à 13h. Cinq adresses ont été livrées dont celle de bienvenue de Monsieur Legré Désiré, Directeur par intérim de l'Orphelinat, ensuite est intervenu Mme Tiémélé Anastasie au nom de la

PFACI, puis Dr Kouamé Désiré, représentant le Président local du Lion's Club, Monsieur KPAGNY de l'ANAFICI, Madame Marie-Noëlle KOYARA, le Représentant de la FAO, et enfin Monsieur Coulibaly Sangafowa, Ministre de l'Agriculture.

Madame Koyara a tenu, au nom du Directeur Général de la FAO, M. Jacques DIOUF, à remercier le Ministre de l'Agriculture pour avoir donné un signal fort à la cérémonie par sa présence; Cette



Une agricultrice disposant ses vivres



Visite de stand

participation personnelle est d'autant plus salutaire que le caractère de la période électorale en illustre sa décision.

Le Ministre n'a pas manqué de soulever des préoccupations lors de son adresse "s'il est vrai que la Côte d'Ivoire peut relever le défi de la lutte

contre la faim grâce à une production vivrière très diversifiée, les indicateurs montrent malheureusement que c'est dans le milieu rural que l'on rencontre les personnes les plus pauvres et souffrant de malnutrition".

Les statistiques de la FAO montrent que si la majorité des pauvres du monde rural est constituée de femmes, elles ont en même temps la responsabilité de nourrir les hommes et les enfants. "Là où les populations rurales ont suffisamment à manger, c'est le plus souvent grâce au efforts et aux connaissances des mères, des épouses, des soeurs et des filles. Investir dans les femmes rurales signifie donc investir dans la sécurité alimentaire"

CONFERENCE DE PRESSE A L'ONU CI :

Madame KOYARA Invitée à une Conférence de presse à l'ONU CI à l'occasion des préparatifs des JMA

Invitée au point de presse en prélude à la 30^{ème} Journée mondiale de l'Alimentation sous le thème : « Unis contre la Faim », la Représentante de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en Côte d'Ivoire, Madame Marie-Noëlle Koyara a fait un point de la situation alimentaire dans le monde et mis en exergue les initiatives de l'Agence onusienne pour engager les ¾ de la population mondiale à lutter contre la faim dans le monde.

« En 2009, nous avons atteint le seuil critique d'un milliard de personnes affamées dans le monde », a révélé Madame Koyara poursuivant que la FAO avait lancé un projet dénommé « Un milliard de personnes souffrant de faim » en vue d'obtenir l'engagement des personnes pour se lancer dans des actions de la lutte contre la faim à travers des pétitions. Elle a appelé à une

vaste mobilisation afin que ce milliard de personnes ne souffrent pas et ne meurent pas de faim. La Représentante de la FAO a, pour se faire, plaidé pour une révolution agricole. « Il faudra que la production alimentaire augmente de



Mme Koyara lors de son intervention à l'ONU CI

ment, afin qu'ils puissent rentabiliser leurs activités par une amélioration de leur productivité « Dans les pays en voie de développement ce sont ceux là même qui nourrissent les familles et approvisionnent les marchés, à ce titre ils figurent en bonne place dans ces initiatives de relance de la production et aussi dans le cadre de ce projet ».

Mme Koyara a annoncé que la 30^{ème} Journée serait marquée par un coup de sifflet, gage de l'engagement à la lutte contre la faim. « C'est un symbole simple mais plein de sens que la FAO a mis en place, car on dit que le premier droit de l'Homme est d'abord d'arriver à se nourrir pour être valable et travailler pour son pays ».

70% pour pouvoir nourrir neuf milliards d'êtres humains d'ici 2050 », a-t-elle estimé. A ce sujet, elle a prôné la prise en compte efficiente des petits exploitants dans les stratégies de développe-

ATELIER DE FORMATION : « L'Atelier technique sur l'Analyse des Risques et son utilisation dans le contrôle alimentaire »

Du Lundi 04 au jeudi 07 Octobre 2010, il s'est tenu au Ministère des Affaires Etrangères, un atelier de formation organisé par la FAO. Cet atelier dont le thème a porté sur l'analyse des risques et son application au contrôle alimentaire a réuni plusieurs participants d'institutions nationales et internationales :

La formation a été animée par M. AMASKANE Mohamed, Consultant international en systèmes de contrôle alimentaire avec l'appui du Consultant national homologue, Dr KALLO Vessaly, et des représentants du système de sécurité sanitaire national.

- Ministère de l'Agriculture
- Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques
- Ministère de l'Industrie
- Ministère du Commerce
- Instituts de recherche (AISA, CSRS, I2T, INSTITUT DE CARDIOLOGIE D'ABIDJAN)
- Laboratoires (LANADA, LANE-MA, LNSP, INHP, IPCI)
- Universités
- Agro-industries (NESTLE, SANIA, PECHE ET FROID, CASTELLI, SCODI, COQUIVOIRE, EURO-LAIT; SAPLED)
- Organisations Professionnelles
- Structures Privées d'Inspection
- Organisations de Consommateurs
- CNCA-CI



M. AMASKANE pendant son exposé

Les participants ont bénéficié d'une formation de très haut niveau. Les modules dispensés ont porté essentiellement sur :

- Cadre et ancrage de l'analyse des risques
- Gestion des risques
- Gestion des risques en Côte d'Ivoire
- Evaluation des risques
- Cas des mycotoxines en Côte d'Ivoire
- Communication sur les risques et travaux de groupe

Rappelons que dans le cadre des activités du projet **TCP/IVC/3201 (D)**, dont l'objectif global est d'aider le gouvernement de la Côte d'Ivoire dans ses efforts de restructuration du Comité National du Codex en vue de prendre une part active aux activités de la Commission du Codex et de renforcer le contrôle de la qualité et de la salubrité des denrées alimentaires dans le pays, le renforcement des capacités des principaux acteurs concernés en rapport avec l'utilisation de l'analyse des risques dans la prise de décision pour le contrôle alimentaire

est prise en considération.

En effet, la Côte d'Ivoire étant, notamment, membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et de la Commission du Codex Alimentarius (CAC), ses prises de décision en matière de sécurité sanitaire des aliments devraient être construites selon l'approche de l'analyse des risques telle qu'établie par la CAC pour les aspects relevant du Codex et relatifs à l'innocuité des aliments. Par ailleurs, l'utilisation de l'analyse des risques dans la prise de décision dans le cadre du système national de sécurité sanitaire des aliments permet de mieux cibler les priorités en matière des interventions des autorités publiques et d'allouer les ressources nécessaires pour gérer les différents risques auxquels peut être confrontée la santé des consommateurs.



Les participants à l'atelier

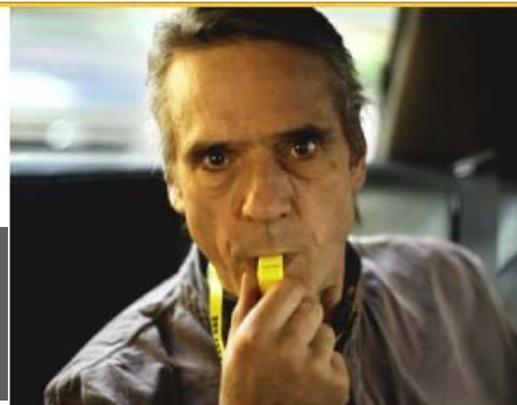
ENSEMBLE, OEUVRONS POUR LA LUTTE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE



**1 BILLION PEOPLE
LIVE IN CHRONIC HUNGER AND
I'M MAD AS HELL.**

2 689 798

Ont déjà signé



CLICK HERE

TO SIGN THE PETITION TO END HUNGER

WWW.1BILLIONHUNGRY.ORG

GROUPE SECTORIEL

Contexte de création

Établi en Côte d'Ivoire depuis 2003, le Groupe Sectoriel Sécurité Alimentaire est devenu GSSAN en décembre 2006 suite aux recommandations du IAHCC (Inter-Agency Humanitarian Coordination Committee).

Il se compose de 5 Ministères clés (Ministères en charge de l'agriculture, de la production animale des ressources halieutiques, de la santé et de l'hygiène publique, du commerce, du plan et du développement), des structures nationales sous-tutelles ministérielle (ANADER, PNR, PNN, OCPV, SODEXAM, BNETD, etc.), des agences du Systèmes des Nations Unies (FAO, PAM, UNICEF, OMS, PNUD, OCHA, etc.), des ONGS nationales et internationales (ACF, IRC, Merlin, Spiruci, CICR, Caritas, etc.) et de la société civile (ANASEMCI, etc.).

Objectif général

Élaboration d'une stratégie efficace pour contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et du statut nutritionnel des populations vulnérables.

De façon spécifique, il s'agit de :

Collecter, analyser et partager les informations ;

Identifier les besoins en matière de sécurité alimentaire et nutrition ;

Rechercher, proposer et planifier les réponses d'assistance et les harmoniser ;

Veiller à ce que tous les besoins identifiés soient couverts et, le cas échéant, alerter les acteurs du secteur, y compris la partie nationale et les bailleurs de fonds ;

Faire le plaidoyer en faveur de la promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition auprès des institutions nationales et des bailleurs de fonds ;

Renforcer les capacités du Gouvernement et faire bénéficier ce dernier et les acteurs de développement des expériences/acquis des acteurs humanitaires ;

Faire le lien avec le processus UNDAF et DSRP et s'assurer d'une bonne transition vers le développement.

Stratégies

Au niveau de la nutrition : Prévenir et traiter la malnutrition aigue et chronique dans le nord et l'ouest du pays

Au niveau de la sécurité alimentaire : Améliorer la sécurité alimentaire par le renforcement des moyens d'existence des ménages vulnérables à l'ouest et au nord principalement

Activités

En étroite collaboration avec la partie nationale:

Réunions bimensuelles Abidjan et Régionales (thématique « Sécurité alimentaire » en alternance avec « nutrition »)

Réunions techniques ad' hoc (revue des alertes/veilles en fonction des chocs éventuels, etc.)

Évaluation de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la vulnérabilité

Enquête de Suivi de la situation nutritionnelle dans le pays (SMART)

Analyse de la sécurité alimentaire à travers l'IPC et le Dynamic atlas et la mission de Suivi de la saison Agricole et de la sécurité Alimentaire (SASA)

Évaluation Approfondie de la Sécurité Alimentaire (EASA) et l'Enquête de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS)

Identification des besoins

Coordination des interventions des Institutions nationales et humanitaires impliquées

Coordination humanitaire (préparation du « Mid-Year Review » du Critical Humanitarian Needs, de la réponse sectorielle du plan de contingence inter-agences, participation au processus du CAP

Régional, UNDAF, etc.)

Collecte, analyse et suivi des données de routine (prix bord champ et sur les marchés, données pluviométriques, etc.).

Principaux résultats en 2010

A ce jour, 18 réunions techniques ont été organisés et la coordination des analyses a permis de disposer de données actualisées.

Situation de la sécurité alimentaire

L'enquête FSMS (Food Security Monitoring System) réalisée en mai/juin 2010 dans les régions des Savanes et du Bafing a montré globalement une amélioration des prévalences de l'insécurité alimentaire qui seraient en partie du à la multiplicité des interventions des partenaires humanitaires. Dans la région des Savanes, 13% des ménages sont en insécurité alimentaire dont 1% sous forme sévère (contre 17% et 3% en mai/juin 2009) tandis que dans la région du Bafing, l'on enregistre 22% des ménages en insécurité alimentaire dont 2% sous forme sévère (contre 30% et 6% en 2009).

Situation nutritionnelle

Les résultats préliminaires de l'enquête SMART de juillet 2010, menées dans 9 régions du Nord, de l'ouest et à Abidjan, montrent globalement une tendance générale à l'amélioration des prévalences en comparaison avec les résultats du SMART de juin/juillet 2009.

PROJET DE LUTTE CONTRE LES MALADIES A TIQUE

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet TCP/IVC/3301 intitulé : « **Appui à la mise en œuvre d'un programme d'urgence pour la prévention et la lutte contre les maladies à tiques du bétail dans le Nord de la Côte d'Ivoire** », la DSV et l'UCU de la FAO ont organisé les 12, 13 et 14 octobre 2010 à Korhogo, un atelier de formation des formateurs sur les parasites des ruminants et le contrôle des maladies à tiques.

Au total, 34 professionnels de la santé animale exerçant en région des savanes et provenant des cliniques vétérinaires privées (13), des services extérieurs du MIPARH (07), de l'ANADER (11) et du LANADA (03) ont suivi une formation théorique et pratique.

En ce qui concerne la formation théorique, 18 présentations ont été effectuées sur les 5 modules suivants : les tiques, les maladies transmises par les tiques, les parasitoses gastro-intestinales, les principales pathologies des bovins, le diagnostic expérimental des maladies animales.



Tique femelle à jeûn



Grappe de tique sur l'oreille d'un bovin

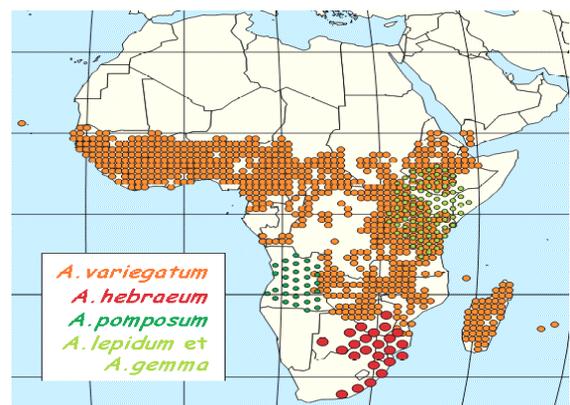
Concernant la formation pratique, les

exercices ont porté sur :

- Les techniques de prélèvements, de conservation et de transport des échantillons ;
- La réalisation et la lecture au microscope de frottis et de goutte épaisses ;
- La diagnose des tiques.

Au cours de la formation, une présentation sur la surveillance épidémiologique en Côte d'Ivoire a permis de rappeler l'importance de la statistique dans l'orientation des politiques de santé animale.

En marge de l'atelier, les acteurs du projet ont tenu une séance de travail qui a permis de présenter le projet et de définir des critères provisoires pour le choix des éleveurs bénéficiaires de l'enquête épidémiologique.



Répartition des espèces d'Amblyomma en Afrique (Source CIRDES)

INFOS COOKIES : LA FAO ET LES OMD



1 Objectif 1: Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde se trouve actuellement à un niveau record. Selon les estimations de la FAO, il y avait 1,02 milliard de personnes sous-alimentées dans le monde en 2009. La faim a progressé non pas du fait de mauvaises récoltes mais à cause du prix élevé des denrées alimentaires, du fléchissement des revenus et de l'augmentation du chômage dus à la crise économique.

L'action de la FAO est axée sur divers moyens de réduire la pauvreté et la faim. Elle vise notamment à améliorer la productivité et les revenus de l'agriculture, à promouvoir de meilleures pratiques nutritionnelles à tous les niveaux et à élaborer des programmes renforçant l'accès direct et

immédiat à la nourriture pour les plus démunis. La FAO aide les pays en développement à améliorer les pratiques agricoles, forestières et halieutiques afin de gérer leurs ressources forestières, halieutiques et naturelles d'une manière durable et de garantir une bonne nutrition pour tous. La FAO préconise l'augmentation des investissements dans l'agriculture et le développement rural et elle a aidé les gouvernements à mettre en place des programmes nationaux pour la sécurité alimentaire axés sur les petits agriculteurs. Au titre des interventions d'urgence et de relèvement, le savoir-faire dont dispose la FAO dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, des pêches et des forêts est essentiel. La FAO agit rapidement pour rétablir la capacité de production agricole, renforcer les stratégies de survie des personnes touchées, et leur permettre de réduire leur dépendance à l'égard de l'aide alimentaire. La FAO joue également un rôle

primordial en matière de prévention, de planification préalable et d'alerte rapide.



2 Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous

Près de 72 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés. Parmi eux, plus de quatre enfants sur cinq vivent en zone rurale. Actuellement, la fracture entre les zones urbaines et rurales dans le domaine des connaissances et de l'instruction est le principal obstacle à la concrétisation de l'éducation primaire universelle d'ici à 2015. En même temps, dans les zones rurales, la capacité d'apprentissage des enfants est mise à mal par la faim et la malnutrition. Il est nécessaire d'aborder la sé-

curité alimentaire et l'éducation de manière simultanée pour renforcer les capacités des populations rurales à se nourrir elles-mêmes et à surmonter la pauvreté, la faim et l'analphabétisme.

La FAO est l'organisation chef de file du système des Nations Unies pour l'Éducation de la population rurale (EPR), un réseau de quelque 370 partenaires, y compris des gouvernements, la société civile et le secteur privé. L'EPR renforce les capacités des populations rurales à parvenir à la sécurité alimentaire et à gérer les ressources naturelles de manière durable grâce à un meilleur accès à une éducation de qualité et à une formation professionnelle pour tous les enfants, les jeunes et les adultes des zones rurales. La FAO fournit également une assistance technique aux Etats Membres pour la création de potagers scolaires et de programmes d'alimentation scolaire qui peuvent encourager la scolarisation et apporter des bienfaits nutritionnels directs aux enfants.



3 Objectif 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

La FAO reconnaît l'importance de la promotion de la pleine participation des femmes et des hommes des zones rurales, sur un pied d'égalité, aux efforts visant à améliorer la sécurité alimentaire, à réduire la pauvreté, et à stimuler le développement social et économique. Sans l'autonomisation économique et sociale des femmes rurales et sans l'égalité des sexes, la sécurité alimentaire ne saurait être concrétisée. La FAO prône la participation équitable des femmes rurales aux prises de décision, aux emplois ainsi qu'à l'accès aux ressources et à leur maîtrise.

La FAO élabore des trousseaux à outils, des directives et des programmes de formation axés sur la production et l'analyse de données ventilées par sexe permettant de cibler les interventions sur le rôle vital

des hommes et des femmes des zones rurales en matière de concrétisation de la sécurité alimentaire, notamment au sein des ménages. La FAO dote les Etats Membres des capacités techniques permettant d'intégrer la question de la parité homme femme dans l'élaboration des politiques et des programmes; elle travaille directement avec les hommes et les femmes des zones rurales afin de renforcer leurs compétences agricoles et de vie quotidienne; elle aide les Etats Membres à répertorier et à lever les obstacles à la participation équitable des femmes à la prise de décision; elle appuie l'élaboration de politiques agricoles nationales et régionales prenant en compte les sexes; elle relie les hommes et les femmes grâce à un réseau d'information et de communication; enfin, elle diffuse les bonnes pratiques mettant en lumière le rôle des femmes.



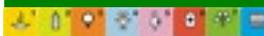
4 Objectif 4: Réduire la mortalité infantile

Selon les estimations, la sous-alimentation est la cause profonde de plus d'un tiers des décès d'enfants de moins de cinq ans. Les programmes destinés à améliorer l'information des ménages en matière de sécurité alimentaire et de nutrition augmentent les chances des enfants d'atteindre l'âge adulte. Les programmes de la FAO

aident les ménages et les communautés démunies à garantir leur accès à des régimes alimentaires adéquats du point de vue nutritionnel et à réduire la sous-alimentation infantile. Ces activités incluent: des initiatives axées sur les communautés, du matériel pédagogique, des programmes d'éducation nutritionnelle, des programmes de formation destinés au personnel national et local, ainsi que la promotion d'un forum sur la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition des communautés.

L'alimentation complémentaire des jeunes enfants, c'est-à-dire la prise d'aliments en plus de l'allaitement, est un important outil de prévention de la malnutrition et réduit la mortalité infantile. La FAO aide les pays à renforcer les capacités locales afin d'améliorer l'alimentation complémentaire des jeunes enfants à base d'aliments disponibles sur place à un prix abordable. Grâce au lien établi entre la sécurité alimentaire des ménages et l'éducation nutritionnelle, l'alimentation complémentaire basée sur des aliments consommés par la famille est possible même dans les milieux disposant de peu de ressources. Des programmes ont porté leurs fruits en Afghanistan et en Zambie et la FAO applique actuellement cette approche dans d'autres pays. La FAO participe également au Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) aux côtés de l'UNICEF, de l'OMS et du PAM.

Les 4 autres objectifs sont à lire dans notre prochain numéro



Calendrier Cultural

Soyez informés du lancement de l'outil agricole de la FAO pour l'Afrique. Cet outil concerne 43 grands pays.

Voir lien ci-dessous :

<http://www.fao.org/agriculture/seed/cropcalendar/welcome.do>

ADRESSE FAO Côte d'Ivoire

Deux Plateaux Vallons- Rue Boga Doudou
01 Boîte Postale 3894 Abidjan 01

Tél. (225) 22 40 59 20
Fax : (225) 22 41 14 58 / 32
Email : FAO-CI@fao.org

Site web :
<http://coin.fao.org/cms/world/cotedivoire/Accueil.html>

« FIERs DE TRAVAILLER POUR LA FAO »



Dans notre prochain numéro

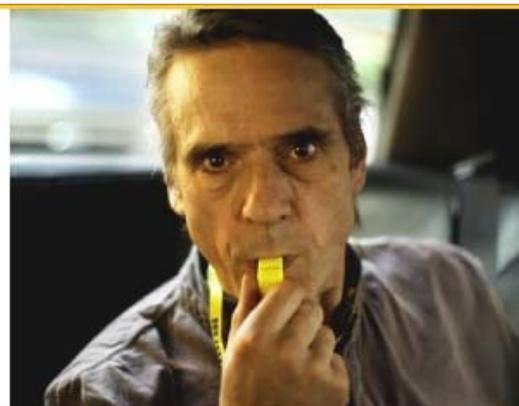
- Retraite bilan de la FAO Côte d'Ivoire
- Activités des Projets : PARGF et PASP

Espace Annonce - Action contre la faim dans le monde



**1 BILLION PEOPLE
LIVE IN CHRONIC HUNGER AND
I'M MAD AS HELL.**

Blow the whistle against hunger.
Put pressure on governments to make the
elimination of hunger their top priority.



CLICK HERE

TO SIGN THE PETITION TO END HUNGER WWW.1BILLIONHUNGRY.ORG